

# N'ABANDONNER PERSONNE À L'ENFER DU BÉTON !

## *Post-urbain et question sociale*

### 1. Constats de départ et questionnements

#### *1.1 La métropolisation comme aliénation sociale et écologique*

Partant des grands enjeux ayant présidé à l'engagement des Etats généraux de la société écologique post-urbaine[1], **six sujets d'intérêt** ont été collectivement définis en novembre 2020 avec les trente organisations participantes (cf. <https://www.post-urbain.org/>). Ces sujets ont été approfondis **dans le cadre d'ateliers**. Parmi ceux-ci, le désamour croissant des grandes villes, les conditions de l'installation périphérique ou encore les caractéristiques des formes écologiques de vie alternatives ont été définis comme des sujets de premier plan. Toutefois, avant même toute relocalisation, une préoccupation est apparue première : la géographie post-urbaine ne doit pas abandonner **les plus fragiles et défavorisé.e.s** aux grands cadres urbains bétonnés.

L'une des toutes premières conditions à la portée des réflexions engagées entre organisations est la nécessité de ne pas destiner les pensées développées dans le cadre des Etats Généraux à la seule classe moyenne de plus en plus désabusée ou encore aux cadres se disant surmenés. Toute écologie digne doit avant tout s'engager dans la construction d'une **société inclusive**, fondée sur la **coopération et l'entraide**, à partir d'une **diversité de liens d'interdépendances**, tout ceci pour faire face aux injustices multiples que la démarche pourrait venir accroître s'il elle n'était pas suffisamment vigilante. Si on n'y prend garde, ces Etats généraux pourraient diffuser les fragmentations et cristalliser les dominations en omettant de considérer les premier.ère.s concerné.e.s par les effets de la métropolisation, qui sont relégué.e.s en interne des grandes villes ou dans les périphéries plus ou moins éloignées.

Les premier.ère.s à pâtir de **l'invivabilité croissante des grandes densités** sont **les classes populaires, avec leurs cultures sociales et leurs besoins écologiques**. Pour discuter de l'inclusion sociale, les Etats généraux doivent permettre de construire une **posture juste et d'humilité** pour éviter toute reproduction d'assujettissement et de subordination, donc de domination... de classe. A cette fin, la réflexion pourra être enrichie de différentes expériences telles que :

- **A l'international**, les expériences zapatistes au Mexique, les sans-terre au Brésil, le modèle uruguayen des coopératives par entraide, les révoltes paysannes en Inde,
- **A l'échelle nationale**, à l'exemple des communautés Emmaüs (Lescar Pau, Roya...) ou encore des assemblées locales de gilets jaunes

### *1.2 Liste des 8 organisations impliquées dans le chantier*

- ATD Quart Monde
- Cap Habitat Coopératif
- Centre-Tenir
- Collectif des Associations Citoyennes (CAC)
- Fondation d'Écologie Politique
- Habitants de Logements Ephémères et Mobiles (HALEM)
- Réseau InPACT (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale)
- Réseau des territorialistes

## **2. Intentions de l'Atelier : l'écologie populaire comme avenir commun**

### *2.1 Pour ne pas abandonner les classes populaires à l'enfer du béton*

Pour n'abandonner personne à l'enfer du béton, il y a lieu de **fixer l'hypothèse du débranchement métropolitain des classes populaires**. Du fait même de leur matérialité, les seules réponses métropolitaines ne pourront jamais être à la hauteur de la dignité visée, à moins de continuer l'artificialisation généralisée. Toutefois, cette perspective post-urbaine d'une géographie populaire au prisme d'une justice sociale pleinement écologique n'est pas sans imposer **quelques sujets d'une envergure tout à fait considérable** et notamment une **déconstruction des représentations urbaines de la solidarité**.

### *2.2 Revaloriser l'écologie populaire*

Sans tomber dans le mythe du « bon pauvre » compte tenu notamment de la forte dépendance aux imaginaires de la consommation, force est de constater que la précarité forcée et produite par la métropolisation n'en annonce pas moins le seul chemin collectivement viable dans nos rapports aux besoins : **la sobriété et la solidarité**.

Il s'agit donc de se poser à nouveaux frais la question des **géographies populaires** en contexte de crise écologique sans précédent. Si la dégradation des conditions de vie des plus précaires dans les grandes villes métropolisées n'est plus à démontrer, il convient également d'admettre que toute **décence de vie** repose sur la qualité des milieux écologiques d'existence et pose ainsi la question des vertus possibles de la désurbanisation. De plus, sans aucun misérabilisme, les écologies populaires présentent des formes de vie qui, souvent subies, n'en annoncent pas moins le seul chemin collectivement viable en comparaison des écologies dispendieuses de la bourgeoisie : **la sobriété**. Voilà ce qui est ressorti des échanges de décembre 2020 dans le cadre des EGPU autour d'une **justice écologique**.

Quelles sont dès lors les **écologies des cultures populaires** aujourd'hui et de quels moyens d'action disposent-elles pour renouer avec le vivant depuis les cadres urbanisés ? Quelles sont les **attaches spatiales** des populations fragiles et sur quels leviers se construisent-elles (réseaux d'entraide, accès à des ressources...) ? Quelles seraient les ressources et **possibilités matérielles de lieux micro-urbains et ruraux d'installation des vies** (types d'emplois, offres de services, pratiques informelles...), particulièrement en termes de **logements** (vacants, légers, autoconstruits... et sociaux) et d'**activités économiques** ? Et, de quelles **expériences nationales** (ex : communautés Emmaus, assemblées des gilets jaunes...), **comme internationales** (zapatistes au Mexique, les sans-terre au Brésil, les coopératives par entraide en Uruguay, le mouvement paysan en Inde...) pouvons-nous nous inspirer pour penser **cette géographie sociale de l'écologie post-urbaine** ?

### 3. Propositions des Etats Généraux : cultures d'ouverture et pouvoir de la nature

#### 3.1 Pour penser une société inclusive, une démarche inclusive !

*La vigilance dans le choix des mots*

L'un des premiers sujets de ces échanges, organisés selon la méthode du cercle Samoan, a concerné **la désignation des populations au centre de la question sociale**, les plus fragiles et vulnérables face à la crise écologique. Si « classes populaires » fut le premier terme à sortir lors de la discussion, d'autres ont été proposés : « classes laborieuses », « classes populaires travaillantes », « classes défavorisées ». Les débats autour de **la terminologie choisie pour évoquer ces personnes** ont alors ouvert à un deuxième point de discussion. Nous nous exprimons d'un point de vue qui est connoté : en parlant de ces classes défavorisées, on les considère comme un sujet qui nous est extérieur. Il convient ainsi de rester vigilant sur le ton dans la démarche des Etats généraux, même si l'intention est louable : **attention au point de vue et au vocabulaire paternaliste**, de ne pas tomber dans le schéma « allons sauver les pauvres de l'enfer du béton », comme a pu le suggérer l'idée d'aller « *exfiltrer les urbains qui n'ont pas les moyens de le faire seul* ». « *Se préoccuper ça veut dire qu'on n'est pas ensemble. Se préoccuper ça veut dire qu'on s'exprime depuis un certain point de vue. C'est difficile de rejoindre les gens en utilisant ce vocabulaire-là.* » (Xavier Verzat, ATD Quart Monde).

*Organiser des débats sur le post-urbain avec les « captif.ve.s » métropolitain.e.s*

Pour ce faire, il est apparu plus que pertinent d'**inclure les personnes concernées dans la démarche engagée** : les faire participer à des échanges plus ou moins formalisés, ou même organiser des moments où l'on puisse aller à leur rencontre, des temps propres à la démarche au lieu de rester dans une position et ce faisant point de vue externes. « *C'est comme si on trouvait un objet, « les classes populaires » et qu'on le mettait au centre pour éviter de parler de*

*nous et de comment on peut se mettre en action et se bouger depuis l'intérieur, se décoloniser de l'intérieur et ouvrir des portes, et aller à leur rencontre. Au lieu de passer notre temps à discuter entre nous, la prochaine fois allons à leur rencontre pour trouver nos points communs et notre vulnérabilité commune, notre sort commun.* » (Daphné Vialan Cochet, Copil des Etats généraux). Si le cliché « *l'écologie, c'est pour les bourgeois* » existe, le danger est que l'on ajuste les termes aux groupes majoritairement représentés dans les départs engagés, au **risque d'en dessaisir d'autres personnes en se les accaparant.**

### *3.2 La préparation de l'accueil pour éviter les désillusions*

#### *Favoriser des cultures d'ouverture*

La vigilance a ensuite portée sur l'exclusion non plus par les mots mais par les conditions d'installation à la campagne : un exclu à la ville rencontrera des difficultés d'égale importance à la campagne. Mais ces difficultés seront peut-être vécues encore plus difficilement si le changement de son lieu de vie est porteur d'espoirs pour une amélioration de ses conditions d'existence. D'où la vigilance mentionnée.

Il semble donc impératif de **travailler sur les cultures d'un accueil des populations défavorisées** dans ces espaces, afin de leur offrir les possibilités pleines et entières de s'y installer. Pour ce faire, il apparaît important de **réaliser un travail de facilitation** et de **mettre en place des relais d'accueil** tant sur le plan matériel (foncier et immobilier notamment) que sur le plan des qualifications et savoirs relatifs aux territoires en question. Il convient de garder à l'esprit l'idée que ces populations viendraient s'installer à un endroit où elles disposent de peu de capital social, amenant à considérer l'importance d'instaurer une culture de l'accueil, et ce quel que soit le capital initial des nouveaux arrivants. Cela offrirait la possibilité de **favoriser la mixité**, et éviterait de reproduire les partitions vécus dans les espaces urbains denses. « *Sur mon expérience personnelle d'accueils des classes populaires, on voit souvent arriver des gens déjà en rupture avec le monde du travail. Un exclu en ville sera aussi un exclu à la campagne. Quand on a commencé à mettre en place le projet d'accueil de ces personnes défavorisées qui étaient sorties des institutions de traitement social, il a fallu, pour pouvoir que ces populations majoritairement urbaines qui avaient décidé de vivre un autre style de vie puissent se réapproprier la nature et la campagne, mettre en place un travail de facilitateur, pour mettre en place un espace pour leur développement créatif, intellectuel et matériel. Sinon, ils auraient eu autant de difficulté à vivre à la campagne qu'à la ville.* » (Wilhem Sunt, Habitants de Logements Ephémères et Mobiles).

#### *Eviter les sentiments de dépendance par les transports*

Dans ce registre de l'accompagnement à l'installation, **la question du transport et des mobilités**, aux fins de désenclavement des territoires ruraux figurent comme prioritaires pour l'insertion : en ville, les classes défavorisées profitent de la praticité et du « faible » prix des transports en



commun. Toutefois, s'il semble délicat de se réinsérer dans le monde du travail sans possibilité de déplacement, et s'il s'agit donc d'**offrir des possibilités de mobilités**, il convient de ne plus attendre que les pouvoirs publics mettent en place des dispositifs adéquats.

Or, compte tenu de la faiblesse de l'offre des transports en commun dans les territoires ruraux, voire de leur inefficacité, les déplacements nécessitent de disposer d'une voiture, transport que les classes défavorisées n'ont souvent pas les moyens de se payer – ou alors, constituant un poste de dépense disproportionné par rapport aux revenus. *« Ce qui est violent, c'est de se retrouver à la campagne sans moyen de locomotion parce que c'est beaucoup plus cher qu'un coupon mensuel pour les transports en commun, pour lesquels il y a d'ailleurs des tarifs sociaux. Tu te retrouves du coup dans une campagne avec deux bus par jour, à faire du stop dans une société où ça ne se fait plus trop »* (Aude Vidal, InPACT). L'intérêt est alors plutôt de **se tourner vers des initiatives de la société civile** (covoiturage, transports à la demande...).

Et cette possibilité de se déplacer est également essentielle pour la liberté d'aller et venir qui se réduit conséquemment et qui limite les **possibilités de reconnexion à la nature pour les urbains**, ainsi que les possibilités de liens entre différents territoires. Cette liberté est jugée particulièrement importante pour **la construction personnelle des enfants** dans le cadre d'une société écologique post-urbaine, mais dont ils sont dépossédés dans les quartiers populaires des grandes villes. *« Dans ma construction personnelle, grandir à la campagne a beaucoup joué, dans ma liberté et puissance d'agir. Du point de vue des enfants, il y a quelque chose à construire dans le rapport à la nature, dans le sentiment de liberté et de pouvoir faire. »* (Mathilde Girault, Copil des Etats généraux)

### 3.3 L'écologie comme levier de la restauration de la puissance d'agir

#### *Penser d'autres horizons de vie par l'expérience écologique*

Toujours concernant particulièrement les jeunes, les possibilités d'**ouverture** et de **renversement des imaginaires par l'expérience écologique** ont été évoquées comme piste essentielle. Des initiatives récentes et documentaires récemment réalisés montrent que **cela peut aller très vite** compte tenu d'abord des vécus très artificialisés dans les quartiers et des dépendances non moins ressentis à la société de consommation. *« J'avais rencontré des personnes racisées qui venaient de ces quartiers populaires, qui ont fait l'expérience de partir dans un campement militant et qui ont fait l'expérience de la ruralité, du collectif, du militantisme, du partage, de l'entraide, et l'une d'elles m'a dit "je n'aurai jamais évoqué cet imaginaire qui est inexistant dans les quartiers populaires, je l'ai découvert par le féminisme. Je me rends compte qu'en fait, on ne vit pas dans les HLM, on survit." Est-ce que l'ambition dans la vie c'est vivre ou survivre ? »* (Florence Benoît)

### *Penser des stratégies de l'intérieur de sortie du béton*

Enfin, abordant en toute fin de débat les situations de départ, il est question de **rendre dans un premier temps l'enfer du béton plus supportable**, non pas pour le pérenniser mais pour alors **redonner des capacités** et ainsi **projeter sa trajectoire à plus long terme**, ici ou ailleurs. « *Il n'y a pas qu'une seule manière de sortir de l'enfer du béton, et en sortir physiquement est un peu le stade ultime, donc il faut penser la graduation dont on sort de l'enfer du béton, et bien avant il faut penser à la question comment on fait quand on y reste ? Comment on fait pour rendre l'enfer plus supportable et moins infernal ? Comment on fait pour trouver des projets qui rallient à la fois les classes populaires et les classes moyennes à l'échelle de la ville ?* » (Jean Baptiste Jobard, Collectif des Associations Citoyennes)

Or, face au cumul des inégalités dans ces quartiers, y compris environnementales (« *Il y a des personnes qui vivent dans des territoires qui vont additionner une série d'éléments : des territoires socialement marqués, économiquement défavorisés et donc des inégalités écologiques vont se jumeler.* », Alice Canabate, Fondation de l'Ecologie Politique), des liens de solidarités horizontales et verticales se créés par des **initiatives locales** (projets de ressourceries, jardins partagés...), et **lieux d'innovation sociale**. Le propos dès lors s'achève alors sur ces **réseaux d'entraide et de solidarité** : comment faire en sorte d'en conserver l'existence, de cultiver les tissus associatifs constitués dans ces quartiers populaires pour les **installer à la campagne ?**

Note :

[1] Départ des grandes villes et installation dans les campagnes, modèles socio-écologiques de la relocalisation et de l'autonomie, sensibilisation à la désurbanisation et savoir-faire de la terre, polycentrisme politique et cadre démocratique, acteurs, métiers et outils au service du ménagement...